

Samedi 1^{er} décembre 2018
Contre le chômage et les précarités
Pour l'indemnisation de toutes les formes de chômage

La période est marquée par la volonté de Macron et de Penicaud d'attaquer les droits des chômeurs, alors que la situation est d'ores et déjà intenable pour des millions d'entre nous.

En pleine renégociation de l'assurance-chômage qui doit selon le gouvernement être bouclée fin janvier, quelques réunions des partenaires sociaux sont prévues comme un marathon vers une catastrophe sociale annoncée.

L'assurance chômage est aujourd'hui financée par les cotisations sociales, salariales et employeurs ; Macron propose de la financer par l'impôt et cela change tout en termes de droits ouverts puisqu'on passerait d'un droit assurantiel à allocation à un minima social sans droit. Ce qui permettra, et ne doutons pas que cela arrivera vite, d'en faire une aide sociale prenant en compte les revenus du ménage, nous privant ainsi un peu plus de droits et de protections et ouvrira la possibilité aux assurances privées de proposer une couverture du « risque chômage » aux plus fortunés des salariés.

Traverser la rue ne suffit pas, Mr Macron, loin s'en faut ! La morgue, l'arrogance, le mépris, la stigmatisation, le nivellement par le bas, toute votre politique et votre attitude nous éloignent toujours plus du droit à vivre décemment et dignement. En même temps, le MEDEF, dont l'objectif reste de faire baisser le prix du travail et de durcir les conditions de l'emploi, en profite pour avancer ses pions et libéraliser toujours plus en dérèglementant.

Être chômeuse, chômeur, est un véritable parcours du combattant, il faut rappeler que seuls 42 % sont indemnisés, et leur quotidien est fait de contrôles, de convocations, de radiations, de trop-perçus qui explosent tant les aller-retours entre petits boulots et périodes de chômage et de formation sont devenus la règle. Sans parler des urgences multiples, permanentes, pour tenter de garder la tête hors de l'eau, de la peur, des angoisses du lendemain et parfois du jour même. Et malgré tous les stratagèmes et effets d'annonces, les faits sont tenaces et têtus : le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter et les emplois créés sont en grande majorité précaires.

À l'inverse de cette politique qui saccage nos droits et persécute les êtres humains, il y a les moyens d'instaurer une branche supplémentaire de la Sécurité sociale garantissant contre ce risque grandissant du chômage et de la précarité qui ne cesse d'enrichir certains. Prenons l'argent du CICE, véritable cadeau aux entreprises pour le résultat que l'on sait ; annulons les exonérations de cotisations sociales patronales « au nom du maintien de l'emploi » pour le résultat que l'on sait ; luttons efficacement contre l'évasion fiscale qui prive les salarié-es, les chômeurs et précaires, les retraité-e-s, et l'ensemble des citoyen-ne-s de dizaines de milliards qui seraient utiles à la protection sociale et au maintien de vrais services publics.

Sauvons ensemble le droit et la solidarité !
Contre le repli individuel et la sauvagerie libérale !

Nous revendiquons :

- Un emploi afin de pouvoir vivre décemment, être socialement utile et répondre aux multiples besoins non satisfaits,
- L'indemnisation de toutes les formes de chômage,
- L'arrêt des radiations et des trop-perçus,
- De véritables moyens, notamment humains, pour Pôle emploi,
- Un autre financement de l'assurance chômage, qui ne serait pas seulement basé sur la masse salariale, et pour laquelle il faut augmenter la part de la cotisation patronale mais également taxer les profits, bénéfices et dividendes,
- Mettre en place une cotisation différentielle dissuasive en fonction du recours ou non à la précarité et aux licenciements comme variable d'ajustement des profits,
- Instaurer une taxe sur les richesses produites avec peu de main d'œuvre,
- Une allocation exceptionnelle dite « prime de Noël » de 500 euros pour tous les chômeurs et les précaires,
- La gratuité totale des transports afin de rechercher un emploi ou une formation, de ne pas être assigné à résidence.

Toutes et tous concerné-e-s.

Chômeurs-euses, précaires, salarié-e-s, citoyen-n-e-s.

Rendez-vous le samedi 1^{er} décembre 2018 pour participer ensemble à une action pleine de sens et d'indignation :

13h métro Mairie d'Ivry (ligne 7)

13h45 Place de l'Opéra, devant l'entrée du métro Opéra (lignes 3, 7 et 8),
face à l'Opéra Garnier – Académie nationale de musique.

Un emploi c'est un droit !

Un revenu c'est un dû !